

Daniel Tanuro
Préface de Michael Löwy

Trop tard pour être pessimistes !

Écosocialisme
ou effondrement

PETITE
ENCYCLOPÉDIE
CRITIQUE

textuel

COLLECTION « PETITE ENCYCLOPÉDIE CRITIQUE »

Directeur de collection : Manuel Cervera-Marzal

Daniel Tanuro est ingénieur agronome et environnementaliste.
Il collabore avec *Le Monde diplomatique* et a fondé l'ONG
« Climat et Justice sociale ».

Du même auteur

- *Le Moment Trump. Une nouvelle phase du capitalisme mondial*, Paris, Demopolis, 2018.
- *L'Impossible Capitalisme vert*, Paris, La Découverte, 2010 ; traduit en allemand, anglais, castillan, italien, portugais et turc.

Daniel Tanuro

Préface de Michael Löwy

Trop tard pour être pessimistes ! Écosocialisme ou effondrement

Graphisme de la couverture : Agnès Dahan

© éditions Textuel, 2020

4 impasse de Conti

75006 Paris

www.editionstextuel.com

ISBN : 978-2-84597-825-6

textuel

Préface

Michael Löwy

Avant-propos

L'avertissement du virus

- 1 **Calamités, catastrophes, cataclysmes :
bienvenue dans « l'Anthropocène »**
- 2 **« Neutralité carbone » :
de la théorie à la pratique**
- 3 **Science, modèles et idéologie**
- 4 **La faute de l'écologie politique**
- 5 **La catastrophe grandissante
et les moyens de l'arrêter**

Liste des principales abréviations

AIE	Agence internationale de l'énergie
BECCS	Bioénergie avec capture et séquestration du carbone
CDB	Convention sur la diversité biologique
CCNUCC	Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CDR	Carbon Dioxide Removal (concept général désignant l'ensemble des moyens humains, technologiques et non technologiques, de retirer du carbone de l'atmosphère)
COP	Conférence des Parties (signataires de la CCNUC, ou de la CBD, ou autres)
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
IGBP	International Geosphere-Biosphere Programme (Programme international géosphère-biosphère)
OCDE	Organisation de coopération au développement économique
IPBES	Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques
PMA	Pays les moins avancés
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
Scénario BAU	Scénario « business as usual » (tout continue comme avant)
TEN	Technologies à émissions négatives

Pour Louna, Basile, Félix...
Pour tous les petits enfants du monde.

*« Frères humains qui après nous vivrez
N'ayez les cœurs contre nous endurcis. »*
François Villon

Préface

Michael Löwy

Daniel Tanuro est internationalement connu par son livre *L'Impossible Capitalisme vert* (Paris, La Découverte, 2010), traduit en anglais, italien, castillan, portugais, turc et allemand. C'est un ouvrage qui a marqué les esprits et qui est devenu une référence pour la gauche écologique mondiale. Le présent livre en est la continuation et son actualisation. Richement documenté, clair et précis, il associe une connaissance approfondie des dossiers de la crise écologique avec un engagement anticapitaliste conséquent. Il fournit des analyses et des arguments précieux pour les écologistes en lutte, en les aidant à comprendre que pour sauver la planète il faut changer de système.

Tanuro est parfaitement conscient du fait que la catastrophe a déjà commencé et risque de se transformer, d'ici quelques décennies, en cataclysme. Mais il refuse les postures fatalistes et le pessimisme passif de ceux qui proclament qu'il est trop tard et que le « collapse » est inévitable; d'où le titre.

Tanuro est un polémiste redoutable: les partisan·es du « capitalisme vert », les néo-malthusien·nes

obsédé·es par la démographie, les « collapsologues » proclamant qu'on ne peut rien faire, en prennent pour leur grade. Il pointe aussi les flagrants échecs des conférences climatiques internationales, les biais de certaines analyses scientifiques, et les dangers que représentent les propositions des apprenti·es sorcier·ères de la géoingénierie.

Au cœur de toutes ces discussions se trouve une question fondamentale : une solution à la crise écologique, une alternative à la course vers l'abîme du changement climatique, sont-elles possibles sans « changer de système », c'est-à-dire sans affronter le capitalisme ? La réponse de Tanuro est claire et nette : non ! Par sa perspective anticapitaliste cohérente, ce livre est un arsenal pour le mouvement écologique actuel, qui cherche encore ses marques. Beaucoup de jeunes se radicalisent, les grèves climatiques des élèves et des étudiant·es sont une des manifestations les plus encourageantes de notre époque. Or, il y a aussi beaucoup d'illusions, d'aspirations confuses, de tâtonnements. Il est urgent que le mouvement prenne conscience de *qui est son adversaire* : non tel ou tel politicien idiot, ou telle ou telle mesure gouvernementale imbécile, mais un *système*, le capitalisme, responsable de la plus grande crise écologique et de la plus grande menace sur la vie dans l'histoire de l'humanité. Les Trump et les Bolsonaro ne sont que les représentants les plus extrêmes de la guerre contre la vie que mène le capital, avec à son avant-garde l'oligarchie fossile, les représentant·es du charbon, du pétrole et de ses dérivés.

Tanuro ne méprise pas les propositions partielles d'alternative, comme le *Green New Deal* avancé par la gauche nord-américaine. Toutefois, il montre leurs limites et affirme, à juste titre, que si l'on veut éviter la catastrophe, il faut viser plus haut : l'alternative véritable ne peut-être que antisystémique, c'est-à-dire anticapitaliste. C'est le cas de *l'écossocialisme*, une proposition qui commence à intéresser un nombre croissant d'écologistes contestataires. Le projet écosocialiste vise à un changement de paradigme civilisationnel, en rupture avec la logique écocidaire et perverse de l'accumulation du capital. Et il implique une planification écologique démocratique, aux antipodes de la désastreuse expérience de planification bureaucratique et productiviste du soi-disant « socialisme réel ».

Sans tomber dans un optimisme plat, Tanuro refuse les impasses fatalistes : il est encore temps pour agir. Son livre est avant tout un appel urgent à l'action, une action collective radicale, c'est-à-dire capable de s'attaquer aux racines du mal : la civilisation capitaliste industrielle moderne.

Avant-propos L'avertissement du virus

*« Regardez travailler les bâtisseurs de ruines
Ils sont riches patients ordonnés noirs et bêtes
Mais ils font de leur mieux pour être seuls sur terre »*
Paul Éluard, novembre 1936

Des hôpitaux débordés, des personnels épuisés, sous-équipés, des morgues bondées. Des malades sacrifié·es, des femmes confinées avec leur bourreau, des prisonnier/ères bouclé·es dans leur cellule, des personnes âgées claquemurées dans les maisons de retraite. Des millions de précaires abandonné·es, quasiment sans ressource, des millions d'employé·es confiné·es en télétravail dans des logements trop petits et des millions d'ouvrier/ères contraint·es de se mettre en danger parce que, sans travail humain, les machines « intelligentes » ne sont que des objets inertes. Partout la peur, la peur de la mort. Mais la situation est infiniment plus grave aux marches de l'Empire. Migrant·es rejeté·es comme des chiens ou parqué·es comme du bétail, Palestinien·nes enfermés·es dans leur ghetto, sans médicaments et quelque trois milliards et demi de pauvres qu'aucun système de santé digne de ce nom ne peut protéger, alors qu'il y a tant d'argent accumulé!

Un tremblement de terre idéologique

Il y a « événement » et « Événement ». La pandémie déclenchée par la propagation du coronavirus SRAS-CoV2 est un Événement avec majuscule, un événement au sens fort du terme. Comme Sarajevo en juin 1914, la Grande Dépression en 1929 ou l'accident de Tchernobyl en 1986, la pandémie délimitera dans l'Histoire un « avant » et un « après ». Peu de gens hors d'Australie garderont à l'esprit les terribles incendies qui ont ravagé ce pays au cours de l'été

austral 2019-2020. Ces « mégafeux » ont probablement rapproché la planète du cataclysme climatique mais, en dépit de leur importance majeure, ils ne faisaient que concrétiser au loin une menace plus ou moins connue¹. La crise du coronavirus, c'est autre chose. L'avenir, soudain, est devenu opaque. Le sol s'est ouvert sous nos pieds. Ce n'est pas une accélération, mais un basculement, un saut qualitatif de la maladie qui ronge les sociétés humaines. Aucun retour en arrière n'est possible.

Ce n'est pas le nombre de mort-es qui fait de la pandémie un événement historique. Il reste très inférieur aux 20 à 50 millions de mort-es de la grippe espagnole en 1918-1920 et aux 400 000 victimes que la malaria fauche chaque année – dans un silence médiatique assourdissant. La pandémie est un événement historique parce qu'un brin d'ARN entouré d'un peu de lipides – à peine un être vivant – a suffi à paralyser durablement la machine économique la plus formidable de tous les temps et même à la faire glisser vers une crise abyssale. La pandémie est un événement historique parce qu'elle a fait s'écrouler d'un coup l'idée néolibérale grotesque que « la société n'existe pas, il n'y a que des individus » (Margaret Thatcher): nous sommes toustes interdépendant-es, par nature. La pandémie est un événement historique parce qu'elle jette une lumière crue sur les inégalités et l'incapacité des membres de « l'élite » autoproclamée à assurer la

protection de toustes. La pandémie est un événement historique, enfin, parce qu'elle a contraint le discours politico-médiatique à délaisser les indicateurs abstraits de l'accumulation des profits (le Produit intérieur brut, le solde net à financer, les taux d'intérêt, etc.) pour se centrer sur le concret de la vie et de la mort. Le concret de la maladie et de la guérison, des affects et des corps, du travail vivant des femmes et des hommes qui soignent et entretiennent la vie au péril de la leur, car iels manquent de gants, de masques, de réactifs. Au cœur de l'épreuve, le « prendre soin solidaire » s'est imposé comme le seul paradigme social digne de l'humanité. C'est un tremblement de terre idéologique.

Un virus très moderne, la première crise de l'Anthropocène

L'impact de la pandémie est rapidement devenu économique. Les bourses ont dégringolé, la production industrielle a chuté, le chômage a explosé, les déficits publics se sont creusés. Toutefois, il convient de ne pas se défaire sur le virus. Dopées par les bulles spéculatives, les bourses étaient fébriles depuis décembre 2018. Étouffée par les excédents, la production industrielle en Chine et en Allemagne avait commencé à baisser bien avant l'épidémie. Sous perfusion de crédits, l'économie mondiale tentait de se maintenir à flot sur un océan de dettes sans cesse reconduites. Le SRAS-CoV2 n'a fait que précipiter un naufrage attendu. Or, le virus est bien plus qu'un puissant amplificateur des contradictions du capital.

1. Daniel Tanuro, « Mégafeux en Australie: un "tipping point" climatique, en live », *Contretemps*, 15 janvier 2020, www.contretemps.eu/megafeux-australie-basculement-climatique-tanuro/.

Par son origine et son mode de propagation, il est aussi un produit de celles-ci.

Cette maladie en effet n'est pas archaïque, mais très moderne. Depuis quelques décennies, des nouveaux virus « sautent » de certaines espèces sauvages à la nôtre et s'adaptent à celle-ci, déclenchant des zoonoses. Les prédécesseurs du SRAS-CoV2 ont comme nom Zika, Chikungunya, SRAS, MERS, Ebola, H5N1... Comment peuvent-ils franchir la barrière des espèces? Parce que la distance entre les animaux porteurs et *Homo sapiens* est affaiblie du fait des pratiques de l'extractivisme et du productivisme : élimination des écosystèmes naturels, déforestation, orpaillage, industrie de la viande, monocultures et commerce des espèces sauvages². Quant à la propagation des virus, elle est facilitée par l'explosion des transports (aériens en particulier) et le gonflement des mégapoles, deux conséquences de la maximisation des profits par la division croissante du travail. Bref, ces nouveaux agents pathogènes ne nous tirent pas en arrière vers la Peste noire du Moyen Âge, ils nous poussent vers le futur des « épidémies de l'Anthropocène ». L'affaire du COVID-19 s'inscrit dans ce cadre. C'est la première crise globale – à la fois sociale, économique et écologique – du capitalisme tardif.

2. Voir, entre autres, Philippe Sansonetti, « COVID-19, chronique d'une émergence annoncée », *Web conférence INSERM*, 16 mars 2020, www.inserm.fr/actualites-et-evenements/actualites/web-conference-covid-19-ou-chronique-emergence-annoncee; Rob Wallace, *Big Farm Make Big Flu*, New York, Monthly Review Press, 2017.

L'Anthropocène. L'idée que l'accélération exponentielle des pressions humaines sur l'environnement a provoqué un changement d'ère géologique est née des travaux scientifiques sur le « changement global ». Le programme de recherche international « géosphère-biosphère » (IGBP) a identifié neuf paramètres déterminants pour l'avenir de l'humanité³. Le risque des zoonoses ne figurait pas dans la liste. Pourtant, les « épidémies de l'Anthropocène » font nettement partie du « paquet » de défis socio-écologiques globaux engendrés par la frénésie d'accumulation capitaliste. Dans son rapport remis en 2015, l'IGBP concluait au dépassement des plafonds de la soutenabilité dans quatre domaines : climat, biodiversité, sols et azote. En termes bibliques, ce sont les quatre cavaliers modernes de l'Apocalypse. Les ravages du SRAS-CoV2 dévoilent l'existence d'un cinquième larron : la pandémie.

Des gouvernements sourds et aveugles

Ce n'est pas une surprise. Depuis l'épidémie de SRAS, en 2003, de nombreuses mises en garde scientifiques ont été répercutées jusque dans des documents officiels. En France par exemple, deux rapports déposés à l'Assemblée nationale, en 2005 et 2010, soulignaient le risque des « nouvelles épidémies » : « La déforestation et l'orpaillage, qui mettent des hommes au contact de la faune sauvage, sont

3. Le chapitre 1 donne plus d'informations sur cette question.

de nature à favoriser le développement des zoonoses⁴. » En 2018, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dressait une liste des risques sanitaires majeurs. Elle y incluait une « maladie X », « une grande épidémie provoquée par un pathogène inconnu ». La piste privilégiée était encore celle de la zoonose: « Comme l'écosystème et les habitats humains changent, les zoonoses représentent probablement le plus grand risque », déclarait un conseiller scientifique de l'OMS⁵. Toutes ces publications tiraient la sonnette d'alarme. Toutes incitaient les gouvernements à agir conformément au principe de précaution.

Il n'en a rien été, les avertissements sont restés lettre morte. Après l'épidémie du SRAS, des virologues belges et français-es ont prévenu de l'apparition probable d'autres virus du même type. Ces coronavirus étant assez stable, les chercheurs/euses se faisaient fort de créer un vaccin efficace contre leurs différentes formes. Leurs laboratoires ont demandé de 200 à 300 millions de subsides publics pour mener la recherche à bien. Une somme dérisoire quand on la compare aux coûts de la pandémie du SRAS-CoV2 et même à ceux de l'épidémie de SRAS. Pourtant, les institutions ont refusé de

mettre la main au portefeuille⁶. Pourquoi? Parce que la recherche publique est de plus en plus soumise aux objectifs de rentabilité à court terme du privé. En particulier de l'industrie pharmaceutique, dont le but n'est pas la santé publique, mais le profit, par la vente de médicaments sur le marché à des malades solvables. Le marché du SRAS ayant disparu avec le virus, à quoi bon financer quoi que ce soit?

Ce comportement est systématique. Le développement des savoirs ouvre de puissantes possibilités d'anticipation, mais les décideurs politiques et économiques restent sourds et aveugles lorsque des scientifiques les avertissent des menaces socio-écologiques. Dans leur doxa néolibérale, la science sert à intensifier l'exploitation des êtres et des choses, pas à souligner les limites de celle-ci. Les climatologues répètent depuis 50 ans que le changement climatique risque de changer la face du monde et qu'il faut, pour éviter un désastre, cesser de brûler du pétrole, du charbon, du gaz naturel. Unanime, le diagnostic est repris noir sur blanc dans les résumés officiels des rapports du GIEC, qui sont validés par les représentant-es des États. Pourtant, les maîtres du monde ne font rien. Pourquoi? Parce que tous se sont soumis aux diktats absurdes de l'accumulation du capital. En particulier ceux des multinationales de l'énergie fossile, dont l'objectif n'est pas le passage aux énergies renouvelables pour le bien

4. Assemblée nationale, *Rapport sur le risque épidémique*, n° 2327, 11 mai 2005, www.assemblee-nationale.fr/12/rap-off/i2327-t1.asp; Assemblée nationale, *Mutation des virus et gestion des pandémies*, rapport n° 2654, 24 juin 2010, www.assemblee-nationale.fr/13/rap-off/i2654.asp.

5. Lise Loumé, « L'OMS estime que la "maladie X" pourrait être la prochaine menace mondiale », *Science et Avenir*, 17 mars 2018, www.sciencesetavenir.fr/sante/l-oms-estime-que-la-maladie-x-pourrait-etre-la-prochaine-menace-mondiale_121999.

6. « "En 2003, il y a eu une opportunité gâchée de développer un médicament antiviral contre le coronavirus" », interview du virologue Johan Neyts, *L'Écho*, 7 mars 2020.

de l'humanité et de la nature, mais le profit avant tout. Résultats: en dépit de 25 ans de négociations, les émissions de CO₂ de 2019 dépassaient de 60 % celles de 1992, année du Sommet de la Terre; en dépit de l'accord de Paris, les mesures prises par les gouvernements impliquent un réchauffement de 3,3 °C, deux fois plus que les 1,5 °C que ces mêmes gouvernements disaient vouloir ne pas franchir!

Les décideurs sont non seulement soumis aux intérêts capitalistes, ils sont en plus complètement intoxiqués par la vision néolibérale du monde. Ils parlent de la loi du profit comme s'il s'agissait d'une incontournable loi de la nature, plus puissante même que d'autres lois. « L'économie » est leur vache sacrée. Ils semblent croire que toute ressource naturelle qui viendrait à manquer dans le futur pourrait être remplacée par du capital. Pour eux, il n'est aucun problème que le marché mondial ne puisse résoudre. Faire des stocks de masques? Vous n'y pensez pas mon ami: il suffit de les commander en Chine, car le marché moderne fonctionne à flux tendu. Le virus a démonté cette foi absurde. Quand les usines chinoises sont à l'arrêt du fait de l'épidémie, il n'y a plus de masques et des gens en meurent, point.

Comment la classe dirigeante dirige quand elle dirige

La crise du COVID-19 est donc un avertissement. Alors que nous sommes au bord du gouffre

climatique et que s'accélère l'extinction des espèces, elle nous montre comment les dirigeants gèrent une catastrophe quand ils ne peuvent plus en ignorer l'existence. Il y a des leçons à tirer de cette expérience, à partir de quatre constats.

Premier constat: toutes les responsables ont été obligées de se rallier à une politique sanitaire. Dans les premières semaines de la crise, les Trump, les Johnson, les Rutte évoquaient « une simple grippe ». Craignant que les mesures à prendre nuisent à « l'économie », ils décidaient de parier sur « l'immunisation collective ». On appelle cela du darwinisme social: laissons agir « la nature », elle éliminera les plus faibles et « nous » en profiterons pour prendre des parts de marchés aux pays qui recourent au confinement... Au bout du compte, ces hérauts du néolibéralisme pur et dur ont pourtant dû se rendre à l'évidence et battre en retraite. Pas par humanisme, mais parce les faits les ont forcés à admettre que l'inaction causerait plus de torts à « l'économie » que l'action.

Deuxième constat: bien qu'elle se soit réclamé de l'intérêt général, la gestion de la crise sanitaire a été en réalité une gestion de classe, taillée sur mesure pour les intérêts du capital. Les lignes de force ont été partout les mêmes: 1) préserver au maximum l'activité du secteur productif, noyau dur du capitalisme; 2) maintenir au maximum les plans d'austérité et de privatisation imposés précédemment au secteur des soins, ainsi que le statut subalterne des métiers – surtout féminins – essentiels à

l'entretien de la vie (soins à domicile, nettoyage, alimentation, collecte des déchets, etc.); 3) pour ne pas dépasser la capacité des hôpitaux, aplatis la courbe épidémique, soit par le confinement – en interdisant les activités sociales, culturelles, sportives ou politiques qui impliquent des rassemblements de personnes (en Europe et en Amérique du Nord) – soit par la combinaison de dépistage massif, de quarantaines et de traçage technologique des personnes infectées (en Corée du Sud, à Taiwan...); 4) tenter de stimuler un sentiment d'unité nationale, contrer la perte de légitimité des institutions et des partis, banaliser le contrôle social (y compris technologique) et justifier un renforcement autoritaire de l'État (pouvoirs spéciaux, recours à l'armée, suspension de facto du droit de grève, etc.); 5) au nom de l'urgence, écarter tout débat de fond, cacher le définitivement de la sécurité sociale derrière des appels à la charité personnelle et dissimuler le caractère politique de la réponse « sanitaire » en la prétendant dictée par « la science ». Michel Foucault n'aurait pu imaginer plus bel exemple de « biopolitique ». Une biopolitique d'autant plus efficace que le panoptique policier est là pour *Surveiller et punir* lourdement les contrevenant-es et que les opposant-es ne peuvent évidemment qu'appliquer les « gestes barrière » objectivement nécessaires à la lutte contre la maladie.

Troisième constat: toutes les responsables se regroupent autour de leur État national. Les belles déclarations en faveur de la gestion commune des problèmes globaux sont rangées au placard. Donald

Trump dénonce le « virus chinois », veut acheter une entreprise allemande pour mettre au point un vaccin réservé aux États-Unis, et envoie sa flotte de guerre au large du Venezuela. La France réquisitionne des masques appartenant à une entreprise suédoise, la Tchéquie fait de même au détriment de l'Italie et Israël charge le Mossad de détourner des cargaisons de respirateurs promises à d'autres pays. La Chine riposte aux États-Unis par une offensive de charme visant à se positionner comme un leader de rechange acceptable, en dépit de son régime à la *Big Brother* et de la féroce répression des Ouïghour-es. Quant à l'Union européenne, déjà affaiblie par le Brexit, elle perd pied. Au moment où ces lignes sont écrites, sa réponse à la pandémie s'est limitée à la décision d'allonger 750 milliards d'euros pour soutenir la santé des banques. Pour ce qui est de la santé des personnes, on repassera. L'Europe n'est même pas fichue de mettre en commun ses respirateurs. Chacun pour soi et le marché pour toutes. La crise du coronavirus confirme ainsi la règle historique qui veut que la classe dominante, en période de crise aiguë, n'ait qu'un seul outil vraiment fiable: l'appareil d'État autour duquel elle s'est constituée historiquement.

Le triomphe de la mort

Quatrième constat: l'injustice coloniale n'a pas fini de peser sur les peuples du Sud global. Ils ne portent pas plus de responsabilités dans la pandémie que dans le changement climatique, mais

les gouvernements du Nord n'en ont cure. Or, le confinement est impossible pour plus de la moitié de l'humanité, qui se débrouille au jour le jour sans filet social de sécurité⁷. En Inde, par exemple, les migrant-es intérieur-es qui vivent de petits boulots constituent près d'un tiers de la population. Beaucoup n'ont pas de logements. Quand le gouvernement (d'extrême droite) de Modi a décrété trois semaines de confinement, des millions de personnes, harcelées par la police, se sont lancées à pied sur les routes pour rejoindre leur village natal. Les pauvres de partout sont ainsi frappé-es de plein fouet. « Se laver les mains au moins dix fois par jour » est un des gestes barrières recommandés par les médecins. Comment doivent faire les quelque 748 millions de gens qui n'ont pas accès à l'eau potable⁸? Les données statistiques concernant les équipements hospitaliers donnent froid dans le dos : il y a en moyenne moins de 2,8 lits de soins intensifs pour 100 000 personnes en Asie du Sud, contre 12,5 en Italie. Les images traumatisantes qui nous parvenaient de la péninsule, en février-mars 2020, ne sont rien au regard de celles qui nous parviendront de Haïti, du Mozambique, du Bangladesh, si le virus s'y répand.

Chacun-e peut donc imaginer la réponse au basculement climatique que les dirigeant-es capitalistes

7. Simon Petite, « Covid-19: l'impossible confinement de la moitié de l'humanité », *Le Temps*, 1^{er} avril 2020, www.letemps.ch/monde/covid19-limpossible-confinement-moitie-lhumanite.

8. Martine Valo, « La crise de l'eau illustrée en 5 graphiques », *Le Monde*, 17 mars 2015, www.lemonde.fr/ressources-naturelles/article/2015/03/20/la-crise-de-l-eau-illustree-en-5-graphiques_4597592_1652731.html.

mettront en œuvre quand la nécessité d'agir sera devenue vraiment incontournable. Il faut beaucoup de naïveté pour croire que cette réponse sera empreinte de justice, d'altruisme et d'humanité. Les possédant-es tenteront de se sauver, de sauver leurs privilèges et de sauver leur système à tout prix, sur le dos des pauvres, en s'entre-dévorent. Pour détourner l'attention de leur responsabilité, iels exciteront le nationalisme, le racisme, le machisme et désigneront des boucs émissaires. Pour diminuer le réchauffement, iels recourront au nucléaire, à la géo-ingénierie ou à d'autres technologies dangereuses pour l'humanité – mais intéressantes pour le capital. Alors qu'ils n'auront rien vu venir, iels invoqueront l'urgence pour appeler « les citoyen·nes » à pallier par leurs dons les carences des services publics causées par l'austérité. Déclarant la mobilisation générale, iels utiliseront leur appareil d'État pour imposer aux populations des règlements dont iels vérifieront l'application par des technologies intrusives. Au nom de la nécessité scientifique, la biopolitique montrera ouvertement son caractère dictatorial. Elle pourrait même prendre la forme d'un biofascisme, car le capitalisme ne se résoudra jamais à produire moins, transporter moins et partager plus; or, si l'on refuse cette solution de bon sens, la disparition d'une bonne partie de la population mondiale apparaîtra en définitive comme le seul moyen de « résoudre » la contradiction entre l'infinitude de l'accumulation du capital et la finitude de la planète. En clair, la réponse que le système improvisera face au désastre climatique risque de ressembler au *Triomphe de la mort* de Bruegel...

L'heure des choix, c'est maintenant

Nous n'en sommes pas encore là, évidemment. Mais l'heure des choix qui déterminent l'avenir, c'est maintenant. Il reste moins de dix ans pour prendre les mesures nécessaires afin de rester sous 1,5 °C (ou de ne pas trop dépasser ce seuil). Dans les pays dits « développés » et « émergents », les réductions d'émissions doivent commencer tout de suite et être très drastiques. Étant donné le repli croissant sur les États nationaux et le nombre de gouvernants tentés par le climato-négationnisme, il semble peu probable qu'un accord international suffisamment rigoureux soit conclu à temps. La COP25, à Madrid (2019), n'a même pas commencé à discuter la manière de combler le fossé entre l'objectif global de Paris et les plans climat des différents pays. Ces négociations aboutiront-elles lors de la COP26, laquelle a été reportée en 2021 pour cause de COVID-19? Rien n'est moins sûr, car chacun, avant de s'engager à en faire éventuellement plus, veut savoir dans quelle mesure le « nouveau mécanisme de marché » décidé à la COP21 lui permettra de remplacer des réductions d'émissions par des achats de droits de polluer⁹... À moins d'un revirement politique profond, le scénario du chacun pour soi, dans lequel des États rivaux se mettent à agir à la hâte et dans le désordre parce qu'un accident climatique gravissime les y contraint, ne relève donc pas de la science-fiction.

9. Daniel Tanuro, « L'issue est dans la lutte, pas dans les COP », *Contretemps*, 22 décembre 2019, www.contretemps.eu/climat-cop-luittes/.

Au-delà de leur gestion sanitaire de la crise, le Capital et ses représentant-es politiques préparent la relance de la croissance qui détruit humains et non humains. Sur le plan social, la pandémie les a obligé-es à lâcher du lest pour maintenir les contradictions dans des limites acceptables. L'Union européenne a mis son obsession de l'équilibre budgétaire au frigo, le gouvernement italien a interdit les licenciements pour une période de 60 jours, l'administration Trump a promis 1 200 dollars par mois aux travailleur/euses sans ressources, des réquisitions ont été décidées, des nationalisations sont même envisagées et la justice de certains pays menace de sanctions sévères les patrons qui ne garantiraient pas à leurs employé-es les conditions de « distanciation sociale » conformes à la lutte contre l'épidémie... Ces mesures éparses, improvisées dans l'urgence, se transformeront-elles en politique de sortie de crise? La crise sanitaire débouchera-t-elle sur une revalorisation du rôle du secteur public, sur une remise en cause du régime néolibéral? Cet aggiornamento s'étendra-t-il à la politique environnementale? La Nobel d'économie, Esther Duflo, propose une relance keynésienne aux accents sociaux financée par le déficit et par une ponction fiscale forte sur les riches¹⁰. Le quotidien de référence de la finance mondialisée, le *Financial Times*, compare la crise sanitaire à la Seconde Guerre mondiale, loue l'ambiance d'unité contre la maladie et plaide pour des réformes analogues à l'instauration de l'État providence – « des réformes radicales,

10. « Coronavirus: "Il n'y a pas à s'inquiéter de la facture", selon la Nobel d'économie », *Le Quotidien*, 21 mars 2020, www.lequotidien.lu/economie/coronavirus-il-ny-a-pas-a-sinquieter-de-la-facture-selon-la-nobel-deconomie/.

à rebours des politiques suivies au cours des quatre décennies écoulées ». « Des politiques considérées jusqu'à récemment comme excentriques, telles que l'allocation universelle et des taxes sur la fortune, devront faire partie du mix », écrit le journal. Et de conclure en invitant les dirigeant·es à agir dès maintenant pour « gagner la paix¹¹ ».

Ces appels seront-ils entendus? Il est trop tôt pour le dire, et les résistances seront certainement farouches de la part des ultralibéraux. Ce qui est certain, par contre, c'est que ces appels trouvent leur origine dans la crainte des possédant·es. Car paradoxalement, bien que plus puissantes que jamais, ces « élites » ont peur. Peur que le coronavirus fasse déborder le vase de la colère populaire face aux inégalités. Peur que l'onde des révoltes démocratiques et sociales qui a commencé dans l'espace arabo-musulman en décembre 2010, puis secoué de nombreux pays du Sud global en 2019 (Algérie, Soudan, Chili, Équateur, Liban, Hong Kong, etc.), ne puisse plus être jugulée seulement par la répression. Peur que la nouvelle vague féministe initiée par la campagne #MeToo ne déstabilise partout les pouvoirs basés sur la domination masculine. Peur que le mouvement mondial de la jeunesse pour le climat catalyse une mobilisation des aîné·es contre la destruction de l'avenir de leurs enfants. Peur enfin que leur légitimité en chute libre des partis et des institutions gestionnaires débouche sur des situations de crise politique aiguë qui, en

soulevant des choix de société fondamentaux, amèneraient le monde du travail à rompre le compromis productiviste qui le lie au capital. Bref, certain·es dans la classe dominante craignent que la poursuite intransigeante du régime néolibéral pousse les masses exploitées et opprimées sur le sentier de la guerre de classe.

Pour les mouvements sociaux, la conclusion stratégique est dès lors assez claire: plutôt que de se précipiter pour applaudir l'éventualité d'un tournant basé sur les mythes du « capitalisme vert » et du « capitalisme social », redoublons d'efforts pour accroître ce qui fait bouger les possédant·es: leur crainte de nos révoltes. Refusons de transformer le respect des consignes sanitaires en unité nationale autour du capital. Nous sommes toustes sur le même océan, oui, mais pas sur le même bateau: une minorité se prélassse sur des yachts, tandis que la majorité souque dans des barquettes ou dérive sur des radeaux de fortune¹². Plutôt que tomber dans le piège d'un nouveau pacte social, renforçons nos luttes, organisons-les, radicalisons nos revendications. La première crise de l'Anthropocène exige une réponse globale – économique, sociale, écologique, féministe et décoloniale – à la hauteur du défi. Osons exiger ce qui est impossible dans le cadre capitaliste: le pain et les roses, une vie de qualité et un environnement sain, la satisfaction des besoins humains réels, démocratiquement déterminés, dans le respect prudent de la beauté du monde.

11. Éditorial, *Financial Times*, 3 avril 2020.

12. Merci à Paul Hermant, auteur de cette jolie formule.